

Rennes, le 23 septembre 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE

Prix du porc français : après la grande braderie, la gabegie ?

Depuis fin juillet, le prix du porc au Marché du Porc Français (MPF) a chuté de 28 centimes par kilo. Cette baisse brutale est préoccupante à trois titres :

- 1) **Une rapidité et une ampleur de la baisse inhabituelle**, particulièrement rapide et marquée, comparée aux années précédentes et aux autres marchés européens.
- 2) **Une baisse qui dépasse largement l'impact des tensions internationales**, la surtaxe chinoise ne justifie qu'une perte de 8 centimes selon l'IFIP, alors que les éleveurs français subissent une baisse trois fois plus forte.
- 3) **Une baisse qui fait passer le prix payé aux éleveurs en-dessous du prix de revient** interprofessionnel, avec un différentiel de plus de 10 centimes !

Si cette tendance se poursuit, elle fera basculer de nombreux élevages dans une situation intenable et elle conduira tout droit la filière porcine bretonne dans une crise profonde.

Le paradoxe est frappant : la consommation de porc en France se maintient. Mieux encore, elle progresse au cours des trois derniers mois. Le porc demeure la viande la plus accessible et la plus compétitive pour les consommateurs. Mais cette demande croissante est de plus en plus satisfaite par des importations massives en provenance d'Espagne et d'Allemagne. Ces importations, loin d'être un simple facteur d'équilibre, accentuent la pression sur nos éleveurs qui respectent des normes de qualité, de traçabilité et de bien-être animal parmi les plus exigeantes d'Europe, mais voient leur prix du porc s'effondrer.

À cette fragilité des prix s'ajoute une désorganisation aggravée du marché intérieur. Le Marché du Porc Français (MPF) reste la référence nationale pour la cotation du porc. Même si certains volumes échappent aujourd'hui au cadran, il demeure le seul outil collectif garantissant la transparence des prix et l'équité entre producteurs et acheteurs.

Toutefois, la gestion du mâle entier, dont la proportion a fortement augmenté depuis trois ans, a profondément déstabilisé le cadran. La question du mâle castré, pourtant chiffrée depuis longtemps par l'IFIP, reste sans réponse : le surcoût, évalué à environ 11 centimes par kilo, n'est toujours pas reconnu. Les volumes apportés au MPF diminuent, les ventes directes se multiplient, certains groupements de producteurs ou abatteurs sortent de la cotation. Cela fragilise l'outil collectif de transparence qu'est le MPF.

Mais ce n'est pas une fatalité : c'est en y réengageant l'ensemble des acteurs que nous pourrions restaurer la confiance et la stabilité du marché.

La Bretagne, premier bassin porcin français, ne peut être abandonnée à des logiques de marché faussées par les importations et les rapports de force. Il est urgent que la filière assume ses responsabilités pour garantir un prix qui reflète la réalité des coûts de production.

Le temps presse. Chaque semaine de recul supplémentaire rapproche nos exploitations d'un point de rupture. Nous ne voulons pas attendre d'être au cœur d'une crise insupportable pour réagir.

Jeunes Agriculteurs Bretagne et la FRSEA Bretagne tirent dès maintenant la sonnette d'alarme : si la baisse des prix continue, elle mettra en péril l'avenir de toute une génération d'éleveurs et affaiblira durablement notre souveraineté alimentaire. Privilégier le porc français, c'est aussi défendre un modèle agricole responsable et garantir la souveraineté alimentaire du pays.

Produire du porc en France n'est ni à négocier, ni à brader !

Contacts :

Sébastien LAMOUR, Responsable Porc JA Bretagne - Tél : 06 48 23 50 85

Thomas GUEGAN, Président de section porcine FRSEA Bretagne - Tél : 06 63 59 69 41